

Des électeurs danois, plus volatils que jamais, aux urnes le 1^{er} novembre

Le 5 octobre dernier, la Première ministre sociale-démocrate danoise Mette FREDERIKSEN annonçait que des élections législatives anticipées (de 7 mois) seraient organisées dans le royaume scandinave le 1^{er} novembre, soit un mardi pour la première fois depuis 15 ans. Les îles Féroé ont, en vain, demandé le report du scrutin, le 1^{er} novembre étant sur ce territoire le jour du souvenir des personnes qui ont péri en mer. 4,2 millions de Danois sont donc appelés aux urnes. Le royaume connaît habituellement un taux de participation élevé. La Première ministre était sous la menace d'une motion de censure après que le Parti social-libéral (RV), pourtant soutien du gouvernement au Folketing, lui a lancé un ultimatum pour convoquer des élections après les vacances d'été, au plus tard à l'ouverture de la session parlementaire le 4 octobre (cf. BQ du 06/10/2022). Cette motion de censure était en grande partie une conséquence de la gestion du "scandale des visons", rappelle Mme Corinne DELOY, chargée d'études au CERI (Sciences Po Paris), responsable de l'Observatoire des élections en Europe à la Fondation Robert Schuman.

Dans le passé, et notamment dans les années 1970 et 1980, plusieurs Premiers ministres ont été poussés à l'organisation d'élections anticipées par la menace du dépôt d'une motion de censure mais ce cas de figure ne s'était pas présenté au cours des 30 dernières années

L'actuel gouvernement est minoritaire et composé des seuls sociaux-démocrates (SD). Issu des élections du 5 juin 2019, il est cependant soutenu par le Parti socialiste populaire (SF) de Mme Pia OLSEN DYHR, le Parti social-libéral (RV) dirigé par Mme Sofie CARSTEN NIELSEN et la Liste de l'unité-Alliance rouge-verte (E) dont la porte-parole est Mme Pernille SKIPPER. "Les électeurs danois sont plus volatils que jamais. 45 % d'entre eux ont changé de parti depuis les élections législatives du 5 juin 2019" commente M. Kasper HANSEN, professeur de science politique de l'université de Copenhague.

Droite et gauche au coude-à-coude

Selon l'une des dernières enquêtes d'opinion réalisée par l'institut Gallup, les sociaux-démocrates arriveraient en tête avec 27,4 % des suffrages. Le Parti socialiste populaire recueillerait 8,5 % des voix ; le Parti social-libéral, 5,1 % et la Liste de l'unité-Alliance rouge-verte, 6,1 %. A gauche

encore, les Verts indépendants-nouvelle aile gauche (FG), parti créé en 2020 et dirigé par l'ancien membre de l'Alternative Sikandar SIDDIQUE, obtiendrait 0,7 % des voix. Le "Bloc rouge", rassemblant les partis de gauche, obtiendrait donc 47,8 % des suffrages.

A droite, le Parti libéral (V) recueillerait 12,9 % des voix devant le Parti populaire conservateur (KF) 9,9 %, l'Alliance libérale (LA) 5,5 %, la Nouvelle Droite (D) 4,5 % et le Parti du peuple (DF) 3,1 %. Les Démocrates du Danemark fondés par l'ancienne ministre de l'Immigration et de l'Intégration (2015-2019) du gouvernement de Lars Lokke RASMUSSEN (V), Inger STOJBERG (ancienne membre du Parti libéral), expulsés du Parlement en 2021 après avoir été reconnu coupable d'avoir violé les droits des migrants en séparant des couples de demandeurs d'asile, sont crédités de 8,7 % des voix. Le "Bloc bleu", rassemblant les partis de droite, recueillerait donc 44,6 % des suffrages.

Enfin, les Modérés (M), parti créé par l'ancien Premier ministre (2015-2019) Lars Lokke RASMUSSEN, à l'époque dirigeant du Parti libéral (V), n'appartenant à aucun des deux blocs, recueillerait 6,1 % des suffrages.

Mme FREDERIKSEN reste toutefois la Première ministre préférée des Danois : la moitié d'entre eux (49,4 %) aimeraient voir la cheffe du gouvernement sortante poursuivre son action à son poste. 27,4 % préféreraient qu'elle soit remplacée par M. Soren PAPE POULSEN, dirigeant du Parti populaire conservateur et 23,3 % par Jakob ELLEMANN JENSEN, leader du Parti libéral.

Le scandale à l'origine des élections anticipées

Mme DELOY rappelle qu'à l'automne 2020, un variant du coronavirus est identifié dans des élevages de visons. 11 personnes sont infectées. Sans aucune certitude sur la dangerosité de ce variant, le gouvernement décide d'abattre la totalité des visons, infectés et sains. Le 4 novembre 2020, environ 16 millions d'animaux sont tués. Rappelons que le Danemark est le premier exportateur mondial de fourrure de vison.

Au cours des mois suivants, des professeurs de droit ont critiqué la décision de Mme FREDERIKSEN considérée par eux comme illégale et ils ont affirmé que le gouvernement avait outrepassé ses pouvoirs en prenant la décision de supprimer les visons car il ne disposait pas de base légale pour imposer cet abattage aux éleveurs. Selon la réglementation en vigueur, les autorités n'étaient autorisées à tuer les visons que dans 7 fermes situées dans le nord du Jutland. Après l'abattage, le gouvernement a fait passer une loi d'urgence pour légaliser son action. Le Folketing a alors ouvert une enquête et une majorité de députés ont voté le 10 décembre 2020 la mise en place d'une commission d'enquête pour enquêter sur l'abattage des visons.

Le scandale a fragilisé le pouvoir en place. Le 30 juin 2022, la commission d'enquête a rendu son rapport qui affirme que Mme FREDERIKSEN a délibérément trompé ses compatriotes mais aussi que la Première ministre était ignorante du fait que l'abattage des visons était une action illégale. La Première ministre a mis en avant le facteur-risque, arguant du fait qu'elle se devait de protéger la population ; elle a également présenté ses excuses mais sans admettre qu'elle avait commis une erreur. Le 2 juillet, les sociaux-libéraux ont exigé l'organisation d'élections anticipées. Le 5 juillet, la Première ministre a reçu un blâme de la part des députés qui ont jugé son action "hautement critiquable". Les députés de l'opposition n'ont pas participé au débat. En septembre, les partis de droite et d'extrême droite ont rédigé une lettre pour demander un scrutin anticipé.